



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 125 – 11 août

Faits saillants

- Résiliation de l'ensemble des garanties de la Confédération apportées à Crédit Suisse et UBS à hauteur de 109 Mds CHF
- Avancée des projets cantonaux de soutien à la place économique dans le cadre de la réforme fiscale de l'OCDE
- L'indicateur conjoncturel sur les affaires du centre d'études conjoncturelles KOF au plus bas depuis deux ans

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 10/08	Var. vs 03/08
EUR/CHF	0,9622	+0,4 %
USD/CHF	0,8732	-0,5 %
SMI	11 152	+0,7 %
Taux 10a	0,971 %	+4 pb

Guerre en Ukraine

Exportations de matériel de guerre : Moins d'un an après sa nomination en tant que Directrice générale de l'entreprise d'armement suisse Ruag, Brigitte Beck a annoncé cette semaine sa démission. Cette décision fait suite à la controverse suscitée par ses propos critiques quant à la position du Conseil fédéral en matière de réexportation du matériel de guerre suisse vers l'Ukraine en mai dernier.

Macroéconomie

Fiscalité internationale : Dans le sillage de l'acceptation par référendum le 18 juin dernier de la réforme fiscale de l'OCDE concernant l'imposition minimale des grands groupes d'entreprise à hauteur de 15 %, les cantons suisses s'attèlent à la mise en application du texte, prévue pour début 2024. Un premier rapport du Département fédéral des finances fait le point sur l'état des travaux concernant les mesures compensatoires envisagées par les autorités locales au 31 mai. Pour rappel, afin de compenser la perte d'attractivité fiscale liée à cette réforme, les cantons pourront utiliser les recettes supplémentaires générées par l'impôt complémentaire (estimées entre 1 et 2,5 Mds CHF par an, dont 75 % reviendront aux cantons) afin de renforcer leur place économique, par exemple en adaptant leur droit fiscal ou en mettant en place des mesures d'encouragement non-fiscales sous la forme de subventions. A ce jour, la situation est contrastée : si une majorité des 26 cantons réfléchissent à des mesures compensatoires, sept d'entre eux ne prévoient aucun nouveau projet (Appenzell Rhodes-Intérieures, Berne, Garis, Jura, Obwald, Valais, Zurich) et trois cantons n'ont pas encore pris de décision (Bâle-Ville, Schaffhouse, Soleure). Six cantons (Argovie, Appenzell Rhodes-Extérieures, Bâle-Campagne, Genève, Lucerne et Neuchâtel) ont déjà adopté une loi ou ouvert une consultation publique sur le sujet.

Conjoncture : L'indicateur mensuel de la situation des affaires du centre d'études conjoncturelles KOF a atteint son niveau le plus bas depuis deux ans au mois de juillet, reflétant la poursuite de la dégradation des perspectives de l'économie suisse. Pour le sixième mois consécutif, l'industrie manufacturière fait face à un ralentissement de son activité, en particulier à l'export. Le secteur tertiaire est également en repli. Toutefois, les anticipations d'inflation diminuent dans presque toutes les branches économiques et la pénurie de main-d'œuvre persistante paraît se faire moins intense, la principale préoccupation portant désormais sur la faiblesse de la demande.

Secteur financier

Crédit Suisse/UBS : Le Conseil fédéral a annoncé cette semaine la résiliation définitive, à la demande d'UBS et en concertation avec le Département fédéral des Finances et la Banque nationale suisse (BNS), des deux contrats portant sur les garanties de la Confédération apportées dans le cadre du plan de soutien lors de l'acquisition de Crédit Suisse le 19 mars dernier, à savoir : (i) le contrat de prêts garantis par l'Etat en cas de défaillance sous la forme de liquidités à concurrence de 100 Mds CHF, conclu entre Crédit Suisse et la BNS, et (ii) le contrat de garanties contre les pertes à concurrence de 9 Mds CHF, conclu entre UBS et la Confédération. UBS et Crédit Suisse n'ayant *in fine* pas fait appel à ces garanties, la Confédération n'a donc enregistré aucune perte. Les primes versées par les banques ont même rapporté près de 200 M CHF de recettes à l'administration fédérale. UBS a par ailleurs indiqué que l'entité Crédit Suisse avait désormais entièrement remboursé les prêts consentis par la BNS, qui se sont élevés à 168 Mds CHF au total. Cette annonce, qui reflète une amélioration du profil de risque du nouveau groupe bancaire consolidé et un signal fort quant à la résilience du groupe UBS-CS, a logiquement été favorablement accueillie par les marchés : le titre UBS affichait une hausse de +4,6 % ce vendredi 11 juillet à l'ouverture de la bourse suisse (20,35 CHF).

Poursuivant l'intégration progressive des différentes activités de Crédit Suisse et la restructuration massive en cours de la banque d'affaires, UBS a par ailleurs procédé à de premiers changements dans l'équipe de direction de cette division en nommant de nouveaux responsables des unités en charge du financement des entreprises et des opérations de fusions-acquisitions.

Sanctions/Lutte contre le blanchiment d'argent : L'ONG Transparency International Suisse appelle le Conseil fédéral à avancer de façon plus concrète et rapide dans son projet de création d'un registre central des bénéficiaires économiques effectifs afin d'adapter le cadre légal suisse aux standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent du GAFI et faciliter l'application des sanctions internationales. La mise en consultation publique du projet de loi préparé par l'exécutif fédéral est attendue dans les prochains mois. Transparency International estime la réglementation actuelle insuffisante, notamment car elle ne concerne qu'un nombre limité de bénéficiaires effectifs des sociétés non cotées en bourse (uniquement les détenteurs de plus de 25 % du capital d'une SA ou d'une SARL) et qu'elle ne s'applique pas aux autres entités juridiques comme les trusts et les fondations. Pour l'ONG, l'établissement d'un registre central s'impose progressivement comme une norme de référence internationale (125 pays disposeraient d'un tel dispositif ou prévoiraient d'en créer un) : la Suisse aurait ainsi tout intérêt à suivre cette trajectoire pour ne pas entacher l'image de sa place financière.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international